

# Le blé en Équateur ou le prix de l'indépendance alimentaire

Jacqueline PELTRE-WURZ

Géographe ORSTOM, M.A.A., UR «Maîtrise de la Sécurité Alimentaire»,  
Apartado 6596 C.C.I., Quito, Équateur

## RÉSUMÉ

L'Équateur produit pratiquement toute la nourriture de base que peut acheter sa population, seul le blé fait exception. Le blé constitue la troisième source de calories après le riz et le sucre et provient pour plus de 90 % des USA. Cette dépendance qui s'expliquait, en partie à la fin des années soixante-dix, par un cours mondial du blé plus bas que celui du blé équatorien, s'est développée grâce à des subventions versées par les USA et par l'Équateur. La chute récente de la monnaie nationale, liée à la crise pétrolière, entraîna un accroissement des subventions équatoriennes. Ces subventions freinaient de plus en plus le développement de la production nationale de blé dont le prix devenait voisin de celui du cours mondial. Des mesures d'inspiration libérale, prises en août et octobre 1986, ont modifié cette politique : suppression des subventions équatoriennes au blé importé, libéralisation des prix des produits dérivés du blé. Ces mesures seront-elles suffisantes, au moment où le cours mondial du blé s'affaïsse, pour entreprendre une véritable politique d'indépendance alimentaire ?

MOTS-CLÉS : Équateur — USA — Indépendance alimentaire — Blé — Importation — Subvention — Production.

## RESUMEN

### *El trigo en el Ecuador o el precio de la independencia alimentar*

*El Ecuador, practicamente produce todo el alimento de base que puede comprar su población, a excepción del trigo. El trigo constituye la tercera fuente de calorías después del arroz y azúcar y viene de los Estados Unidos para más del 90 %. Esta dependencia que se explicaba, en parte al fin de los años setenta, por una cotización mundial del trigo más baja que la del trigo ecuatoriano, se ha desarrollado gracias a subvenciones dadas por los Estados Unidos y por el Ecuador. La caída reciente de la moneda nacional, ligada a la crisis petrolera ocasionó un crecimiento de las subvenciones ecuatorianas. Estas subvenciones frenaban cada vez más el desarrollo de la producción nacional del trigo cuyo precio se acercaba al de la cotización mundial. Medidas de inspiración liberal, tomadas en Agosto y Octubre de 1986, han modificado esta política : supresión de las subvenciones ecuatorianas al trigo importado, liberalización de los precios de los productos derivados del trigo. ¿Serán estas medidas suficientes, al bajar el precio del trigo en el mercado mundial, para plantear una verdadera política de independencia alimentaria ?*

PALABRAS CLAVES : Ecuador — Estados Unidos — Independencia alimentaria — Trigo — Importación — Subvención — Producción.

## ABSTRACT

*Wheat in Ecuador or the price of food independence*

*Ecuador produces almost the whole basic food likely to be bought by its population, with the exception of wheat. Wheat is the third source of calories after rice and sugar and more than 90 % of it come from the United States. This dependence which was accounted for, partly at the end of the 1970's, by a worldwide wheat price lower than that of the Ecuadorian wheat has developed through subsidies granted by the United States and Ecuador. The recent drop in the national currency linked to the oil crisis led to an increase in the Ecuadorian subsidies. These subsidies restrained more and more the national production of wheat whose price became close to that of the world price. Liberal measures taken in August and October 1986 modified this policy : suppression of the Ecuadorian subsidies to the imported wheat, liberalization of the prices by products : will these measures be adequate, when the world price of wheat is dropping, to undertake a genuine food independence policy?*

KEY WORDS : Ecuador — United States — Food independence — Wheat — Import — Subsidy — Production.

Le blé est un aliment essentiel en Équateur, puisqu'il occupe la troisième place derrière le riz et le sucre, mais plus de 90 % de ce blé est produit aux USA. Tous les autres aliments de base sont principalement produits en Équateur, sauf l'huile de soja, en très grande partie importée d'Argentine, mais qui devrait être remplacée par l'huile de palme équatorienne, en plein essor (1).

## LES FAITS : CONSOMMATION, PRODUCTION, IMPORTATION DE BLÉ

**La diète alimentaire et les prix à la consommation.**

Des études effectuées par l'INEC (Instituto Nacional de estadísticas y Censos), en 1975-1976, montraient que chaque Équatorien consommait en moyenne 2 050 calories et 49 grammes de protéines par jour. Pour les groupes mal alimentés, la moyenne n'était que de 1 800 calories. Le tableau I indique la composition de ces 1 800 calories. Pour les groupes mal alimentés des villes et des campagnes, le riz était la principale source de calories (entre 400 et 500 calories selon les zones), puis venait le blé bien davantage consommé que le maïs qui n'était plus qu'un produit d'autoconsommation rurale, tout comme les bananes. Le blé devançait aussi les pommes de terre, autre production traditionnelle ; il était presque autant consommé dans les campagnes que dans les villes et davantage encore par les classes urbaines aisées (selon ces mêmes sources, les citadins consommaient en moyenne 2 161 calories dont 245 issues du blé). Nous laissons de côté le sucre et l'huile, autres sources importantes de calories qui se consomment non pas en concurrence mais en accompagnement des céréales, tubercules ou lait.

La consommation du blé, en pleine croissance au moins depuis le début des années soixante-dix, s'est stabilisée depuis cinq ans (tabl. I). En 1970, chaque Équatorien consommait en moyenne 200 calories par jour issues du blé, 232 en 1975 (cette statistique calculée à partir des quantités produites en Équateur et importée est voisine de celle mesurée par l'INEC), 309 en 1980 et 305 en 1985.

L'urbanisation est un facteur favorable à la croissance de la consommation du blé, en particulier sous forme de pain, pratique pour les repas de midi pris hors

TABLEAU I

Diète alimentaire des groupes mal alimentés en Équateur (1975-1976). Nombre de calories quotidiennes par habitant

Produits	Zones urbaines	Zones rurales
Riz	508	407
Sucre	327	446
Blé et sous-produits	200	191
Huiles végétales	133	113
Lait et produits lactés	123	47
Pommes de terre et tubercules	92	94
Autres céréales	68	47
Viande	57	14
Maïs	-	140
Bananes	45	145
Divers	287	164
Total	1840	1808

Source : Enquêtes INEC. H. SZRETTTER, 1982.

TABLEAU II

Coût de 1 000 calories issues de quelques produits de base. Relevés effectués à Quito en octobre 1985 et 1986

Produit	Nbre calories dans 1kg	Poids (g) dans 1kg	de protéines dans 1000 calor.	Prix (sucres) d'1kg		Prix (sucres) de 1000 calor.	
				Oct.85	Oct.86	Oct. 85	Oct.86
Riz en grains	3510	76	21,6	59,4	53,9	16,8	15,3
Farine de blé	3480	103	29,5	69,3	75,9	19,9	21,7
Maïs brun concassé	3540	95	26,8	71,5	83,6	20,1	23,5
Pâtes	3700	128	28,3	105,6	121	28,4	36,7
Pain	2630	69	26,2	100	123	38	46,7
Pommes de terre épluchées	850	20	23,5	36,6	40,2	43,1	47,3
Lait	670	33	49,2	27	33	40,2	49,2

Note : La table des calories est celle de E. G. PEETERS, 1977.

Au prix d'achat de tous ces aliments (sauf le pain et éventuellement, le lait), il faut ajouter le prix de la cuisson, très peu onéreux en Équateur (10 sucres, le kg de gaz). Toutefois, le temps de travail pour cuire le maïs (1 h 30) défavorise l'achat de ce produit en dehors de toute question de prix ; à l'inverse le temps de cuisson rapide (20 mn) des pommes de terre, riz, pâtes, favorise l'achat de ces produits.

En octobre 1985, 1 FF = 14 sucres ; en octobre 1986, 1 FF = 21 sucres (marché libre). Nous n'avons pas tenu compte du sucre et des huiles, bien que ces aliments fournissent le quart des calories en 1975 parce qu'il s'agit d'aliments accompagnant les céréales, les pommes de terre et le lait.

TABLEAU III

Quelques indicateurs de la production, de la commercialisation et de la consommation du blé en Équateur de 1960 à 1986

Années	Population (1000 hab.)	Production blé nationale (tonnes)	Commercialisation blé nationale (tonnes)	Quantité blé importé (tonnes)	Estimation consommation nationale (1000t) (1)	Estimation consommation par hab. (kg)	Apport calorique par jour et par hab. (2)
1960	4 566 (4)						
1962		67 000 (5)					
1965		61 000 (5)					
1970.71	5 790 (3)	81 000 (5)	57 211 (8)	90 499 (8)	163,4	28,22	200
1971.72			43 101 (8)	101 770 (8)			
1972.73		50 640 (6)	34 001 (8)	143 168 (8)			
1973.74			31 575 (8)	144 457 (8)			
1974.75	6 522 (4)	45 000 (12)	32 574 (8)	172 613 (8)	213,1	32,67	232
1976.77			25 666 (8)	251 297 (8)			
1977.78			25 212 (8)	261 810 (8)			
1978.79		31 000 (7)	24 799 (8)	291 145 (8)			
1979.80	7 996 (3)	31 000 (7)	18 760 (8)	321 581 (8)	349,5	43,70	309
1980.81		41 672 (9)	24 954 (8)	331 976 (8)			
1981.82		38 758 (9)	34 493 (8)	332 379 (8)			
1982.83	8 061 (4)	27 237 (9)	25 167 (8)	362 512 (8)			
1983.84		25 474 (9)	4 843 (8)	342 261 (8)			
1984.85		18 624 (9)	13 172 (9)	369 604 (8)			
1985.86	9 380 (11)	23 595 (9)	17 366 (9)	382 000 (10)	403,2	42,98	305

1. La consommation est estimée en ajoutant la quantité de blé importée à celle produite en Équateur, de laquelle j'ai soustrait 10 % de la production à conserver pour les semences. Ainsi, en 1986, pour une production de 512 930 quintaux, la quantité de semences nécessaires était de 52 170 quintaux (MAG, 1986, p. 11).
2. Éléments de calcul : Rendement moyen du blé transformé en farine, 75 % (R. URRIOLA, M. CUVI, 1986, p. 53); 100 g de farine de blé = 345 calories (E. G. PEETERS, 1977, p. 438).
3. Source : D. C. LAMBERT, 1984, p. 228.
4. — : Instituto Nacional de Estadísticas y Censos (INEC).
5. — : Cl. COLLIN DELAUAUD, 1973, tome 2, p. 63.
6. — : M. CHIRIBOGA, 1985, p. 40 (statistiques MAG).
7. — : Annuaire FAO de la production, 1981, p. 94.
8. — : R. URRIOLA, M. CUVI, 1986, p. 47, 63 (statistiques MAG).
9. — : MAG, 1986, p. 11 (les quintaux sont convertis en tonnes avec le coefficient 100 q = 4,6 t).
10. — : J. BUENO, 1985, n° 3, p. 16.
11. — : L'État du Monde, 1986, p. 8.
12. Approximation personnelle, en attente d'information plus précise.

du foyer (65 % de la farine de blé est destinée à la production de pain, 20 % à celle des pâtes, 4 % à celle de gâteaux secs, 11 % à divers autres aliments, selon A. NARANJO, 1984). La politique des prix me semble encore plus déterminante pour expliquer la progression de la consommation du blé. Un relevé personnel des prix des produits alimentaires de base, en octobre 1985 et en octobre 1986 (tabl. II) montre qu'effectivement les calories provenant du riz, aliment le plus consommé, sont aussi celles qui coûtent le moins cher (16,8 sucres en octobre 1985 et même 15,3 sucres en octobre 1986, pour 1 000 calories). Le maïs revient moins cher que les pâtes (de 20,1 à 23,5 sucres pour 1 000 calories, au lieu de 28,4 à 36,7 sucres), mais il faut le faire cuire beaucoup plus longtemps. Quant au pain,

il coûte un peu moins cher que les pommes de terre (de 38 à 46,7 sucres les 1 000 calories pour le premier, de 43,1 à 47,3 sucres pour les secondes) et il a l'avantage d'être consommable directement. Reste le lait qui est devenu l'aliment le plus cher, passant de 40,2 à 49,2 sucres les 1 000 calories.

Les conditions économiques précaires d'une large partie de la population imposent une politique des prix très prudente. Le 16 janvier 1986, le journal HOY publiait les résultats d'une enquête alimentaire qui utilisait les critères de l'Institut de Recherches Économiques de l'Université Centrale (2). Cette enquête montrait qu'il était impossible de se nourrir normalement avec le salaire minimum officiel alors en vigueur. En effet, la diète normale moyenne coûtait 94 sucres par personne et par jour, soit pour une famille moyenne de cinq personnes, 472 sucres par mois, auxquels il fallait ajouter les dépenses d'habitat, vêtements et divers. Les dépenses familiales strictement nécessaires s'élevaient ainsi à 23 000 sucres, alors que le salaire minimum n'atteignait que 15 667 sucres (en y incluant les primes). Ce salaire ne couvrait donc que 68 % des dépenses. La situation était encore plus critique pour ceux qui gagnaient moins que le salaire minimum officiel, pour les chômeurs estimés à 10,4 % de la population active et pour les personnes sous-employées dont le nombre était estimé à 48 % de la population (3).

La consommation du blé repose sur des changements fondamentaux en ce qui concerne l'origine de cette céréale. En 1970 (tabl. III), l'Équateur produisait presque autant de blé qu'il en importait (81 000 tonnes de blé équatorien et 90 499 tonnes de blé importé). En 1985-1986, les importations nécessaires s'élevaient à 382 000 tonnes de blé et la production nationale s'abaissait à 23 595 tonnes. Ainsi en quinze ans les importations de blé avaient été multipliées par quatre et la production nationale divisée presque par le même nombre. Comment expliquer de tels bouleversements ?

## La chute de la production nationale de blé

Depuis 1970, les surfaces cultivées en blé décroissent et avec elles la production nationale, bien que l'on enregistre une augmentation des rendements, de près de 1 000 kg/ha en 1970 à près de 1 200 kg/ha en 1986 (tabl. IV).

Le blé équatorien souffre de plusieurs handicaps face au blé importé des USA : son mauvais rendement pour sa transformation en farine d'abord, qui ne lui permet de fournir que 68 % de ce produit, alors que le blé des USA en fournit 77 % (R. URRIOLA, M. CUVI, 1986, p. 57), ses rendements à l'hectare surtout, moitié moins élevé (4) pour des coûts de production et un travail humain relativement importants, ce qui oblige l'État à fixer un prix élevé à la tonne de blé. Ainsi, de 1973 à 1982, la tonne de blé équatorien valait 15 217 sucres (R. URRIOLA, M. CUVI, 1986, p. 62) tandis qu'en 1977-78, la tonne de blé, au cours mondial, valait 115 dollars (A. NONJON, 1983, p. 62), soit approximativement 2 990 sucres (taux de change voisin de 1 dollar = 26 sucres). Le blé équatorien coûtait donc en 1977-78 cinq fois plus cher que le blé commercialisé dans le monde. Depuis 1985, la tonne de blé équatorien vaut 26 086 sucres (R. URRIOLA, M. CUVI, 1986, p. 62), ce n'est pas trop pour le producteur, puisque ce prix se traduisait par un revenu brut de 31 303 sucres par hectare en 1986 (rendement moyen : 1 200 kg/ha), duquel il fallait enlever 927 sucres au moins pour les coûts de production (statistiques du MAG de 1985, citées par J. BUENO, 1985, n° 5, p. 2) soit 30 376 sucres à répartir en 60 journées de travail (40 jours de semis et labour, 20 jours de récolte) nécessaires pour cultiver un hectare de blé (information orale de W. GARCÉS, ingénieur agronome du MAG). Le revenu journalier du producteur de blé ne dépassait donc pas 506 sucres (5) ce qui était inférieur au salaire minimum officiel de janvier 1986. Un tel revenu explique que les paysans limitent le plus possible les coûts de production et que

TABLEAU IV  
Production du blé en Équateur 1969-1985

Années	Surface (ha)	Production (t)	Rendement (kg/ha)
(1) 1969-71	84.000	81.000	965
(2) 1972	76.054	50.640	665
(1) 1979	30.000	31.000	1029
(1) 1980	32.000	31.000	969
(3) 1981	36.687	41.672	1136
(3) 1982	32.558	38.758	1190
(3) 1983	25.754	27.237	1058
(3) 1984	24.499	25.474	1040
(3) 1985	17.933	18.624	1038
(3) 1986	19.727	23.595	1196

1. Annuaire FAO de la production, 1981, p. 96.
2. M. CHIRIBOGA, 1985, p. 40 (statistiques MAG).
3. MAG, 1986, p. 11 (les quintaux sont convertis en tonnes avec le coefficient 100 q = 4,6 t).

TABLEAU V  
Statistiques de la Banque Centrale : cours du dollars en Équateur de 1980 à 1986 (en sucres)

Dates	Marché libre	Marché officiel d'intervention
1980	27,78	24,95
1981	31,27	24,95
1982	51,03	30,25
1983	84,79	45,01
1984	98,59	63,55
01.1985	121,31	67,85
01.1986	137,50	110,00
13.08.1986	171,00	110,00
21.08.1986	165,50	165,50
01.10.1986	144,50	147,00
01.11.1986	146,00	147,00

Statistiques citées par le Journal «Hoy» le 30 janvier 1986, p. 2A ou relevées les mois suivants, dans ce même journal.

très peu d'entre eux (15% et principalement parmi les grands exploitants) achètent des semences sélectionnées, il permet aussi de comprendre que le blé ne soit produit que sur des terres de moindre qualité, afin de réserver les meilleurs sols de la Sierra à l'orge, au maïs, ou mieux encore aux pommes de terre dont les

bénéfices par rapport au capital investi sont supérieurs (R. URRIOLO, M. CUVI, 1986, p. 61).

Parmi les coûts indirects de production, le stockage et le transport du blé, de la ferme au moulin, pèsent très lourds. Ces coûts sont si élevés que les petits paysans ne peuvent plus soutenir la concurrence avec les plus grands. Ainsi, alors qu'en 1974 (recensement agricole, cité par M. CHIRIBOGA, 1985, p. 48), le blé provenait pour 26,7 % des petites exploitations (0 à 5 ha), pour 22,5 % des exploitations moyennes (5 à 20 ha) et pour 50,7 % des grandes exploitations (plus de 20 ha) ; en 1982, il provenait pour 60 % de très grandes exploitations (plus de 100 ha), seuls 8,2 % du blé étaient fournis par de petits exploitants contrôlant moins de 10 ha et formant néanmoins 85 % de la population des producteurs de blé (enquête nationale du blé, citée par R. URRIOLO, M. CUVI, 1986, p. 56).

### Les importations de blé, le rôle des subventions

Le blé est importé des États-Unis parce que le blé équatorien n'est pas compétitif. Si ce handicap était bien réel en 1977-78, la hausse du cours mondial du blé, celle du dollar, puis la baisse du sucre liée à la crise pétrolière, modifiaient les termes du débat, à partir de 1981. Ainsi, en 1984, la tonne de blé valait 160 dollars, au cours mondial (entre 155 et 165 dollars, selon Ph. CHALMIN, J. L. GOMBEAUD, 1985, p. 55), soit 15 774 sucres (voir tabl. V, le cours du dollar par rapport au sucre, sur le marché libre), ce qui réduisait l'écart avec le prix de la tonne de blé équatorien, fixé le 8 février 1985 par le MAG, à 26 086 sucres. Plus précisément selon R. URRIOLO, M. CUVI, 1986, p. 62), en 1984-85, le MAG importait 272 108 tonnes de blé au prix moyen de 176,01 dollars la tonne, soit 21 351 sucres en janvier 1985. A cette date donc, le prix du blé américain rendu à Guayaquil se rapprochait encore du prix du blé équatorien. Toutefois le gonflement des stocks mondiaux de blé provoqua une baisse des cours, de sorte qu'en novembre 1986 par exemple, la tonne de blé américain rendue à Guayaquil ne coûtait plus que 134,28 dollars (information MAG) soit 19 604 sucres. A nouveau, s'était élargi l'écart entre le prix des deux blés, malgré la baisse du sucre.

Auparavant, tout un système de subventions, mis en place depuis 1954 aux USA, plus tardivement en Équateur, avait rendu le blé importé très accessible aux trois grandes minoteries équatoriennes (6) qui se partagent le marché. Ces subventions permettaient de vendre farine, pain et pâtes à bas prix, mais elles ont aussi contribué à la chute de la production nationale qui n'était pas subventionnée.

En 1954, la loi PL 480, votée aux USA fut présentée comme un programme d'assistance aux pays étrangers et a permis de subventionner les exportations de blé. En 1984, le National Wheat Growers Council estimait que chaque tonne de blé (cours mondial : 160 dollars) exportée des USA avait bénéficié d'une subvention moyenne de 21,3 dollars (Ph. CHALMIN, J. L. GOMBEAUD, 1985, p. 55). Effectivement cette même année, la tonne de blé américain rendue à Guayaquil coûtait 143,28 dollars (R. URRIOLO, M. CUVI, 1986, p. 62), ce qui équivalait au moins à une subvention de 16,72 dollars par tonne puisque dans ce prix était intégré celui du transport. Mais ce n'est pas tout, le gouvernement équatorien fournissait lui aussi ses propres subventions, indirectes depuis qu'est institué un marché officiel du dollar, à peine plus bas que celui du marché libre en 1980 et de plus en plus éloigné de celui-ci les années suivantes (tabl. V) (7). Ainsi, en 1984, au cours du marché libre, la tonne de blé importé rendue à Guayaquil et déjà subventionnée par les USA coûtait 143,28 dollars, soit 14 125 sucres, mais les trois grandes minoteries qui se partageaient le monopole de l'importation ne payaient que 9 105 sucres la tonne au cours du marché officiel et l'État équatorien payait la différence, soit 5 020 sucres la tonne. En 1984-85 la tonne de blé importé et subventionné par le gouvernement américain coûtait en moyenne 176,01 dol-

lars, rendue à Guayaquil, soit 21 351 sucres en janvier 1985, les minotiers devaient donc payer la tonne de blé importé 11 942 sucres au cours du marché officiel et le gouvernement équatorien versait la différence par rapport au cours du marché libre, soit 9 409 sucres. Cette dernière subvention, qui couvrait 44 % du prix du blé américain, pénalisait fortement un blé équatorien non subventionné, dont le cours était devenu proche du cours mondial.

## ÉLÉMENTS D'ANALYSE POUR UNE NOUVELLE POLITIQUE DU BLÉ

Les projets récents du MAG traduisaient une volonté politique de développement de la production nationale du blé. En 1983, le PRONAREG (Programa Nacional de Regionalización Agraria) déterminait des zones aptes à la culture du blé. Quelques 80 000 ha pouvaient y être consacrés à court terme (informations reproduites par R. URRIOLO, M. CUVI, 1986, p. 63). Des incitations financières étaient prévues : au lieu de bénéfices évalués, en 1982, à 5 % du capital investi, les producteurs de blé pourraient compter sur des bénéfices évalués à 36 % de ce capital, ce qui deviendrait plus avantageux que la culture de l'orge ou du maïs par exemple (R. URRIOLO, M. CUVI, 1986, p. 61). Le journal HOY, du 8 février 1986, indiquait aussi que le Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage envisageait un contrôle public de tous les moulins du pays et une redistribution des quotas de blé importé et de blé équatorien, achetés par ces moulins.

Par ailleurs, les USA participaient au développement agricole de l'Équateur, mais de façon ambiguë, puisque leur aide était liée à la vente de leur blé : ainsi, en juin 1986, un accord entre les deux pays permettait l'importation de 48 000 tonnes de blé (soit le huitième des importations annuelles), à bas prix (104 dollars la tonne) et à crédit sur 20 ans, avec un taux d'intérêt variant entre 3 et 4 %, ceci par le biais de l'AID (Agence des États-Unis pour le Développement International). Le bénéfice réalisé en 1986, par le gouvernement équatorien qui ne répercutait pas cette baisse à la consommation, devait être utilisé pour le développement agricole (HOY, 23 juin 1986).

Toutes ces mesures étaient couronnées par celles prises en août et octobre 1986 qui modifiaient fondamentalement la politique d'importation du blé, dans le cadre de nouvelles orientations d'inspiration libérale, approuvées par le Fonds Monétaire International (FMI).

— Le 11 août 1986, le taux de change du marché d'intervention (ou marché officiel) passait de 110 sucres le dollar à 165,5 sucres, il rejoignait ainsi celui du marché libre. Depuis, le taux de change du marché d'intervention flotte légèrement au-dessus de celui du marché libre et on enregistre une baisse du dollar par rapport au sucre jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre.

Cette mesure entraînait logiquement la suppression des subventions de l'État équatorien aux importations de blé américain. Cette suppression s'est traduite par une augmentation des charges des entreprises importatrices, la tonne de blé américain passant de 11 942 sucres en janvier 1985 (compte tenu des subventions) à 19 604 sucres en novembre 1986. Ces nouvelles charges furent immédiatement répercutées sur le consommateur dont le pain, la farine de blé, les pâtes alimentaires augmentaient de 11 à 12 %, dès septembre-octobre.

— Le 30 octobre 1986, le journal HOY confirmait la libéralisation des prix de plusieurs produits, en particulier ceux du pain et des pâtes.

Avec la baisse prolongée du sucre, malgré le coup d'arrêt du mois d'août, et un blé américain rendu à Guayaquil à 176,01 dollars la tonne, comme en 1984-85, les blés américain et équatorien auraient coûté le même prix (25 697 et 26 086 sucres la tonne, en novembre 1986). Dans ce cas, les mesures d'août et



d'octobre auraient contraint le gouvernement équatorien à revoir sa politique d'importation. La baisse du cours mondial du blé risquait de rendre moins urgente la mise en place d'une politique d'indépendance alimentaire. Et pourtant, cette baisse faisait partie des fortes fluctuations imprévisibles du marché agricole, cette fois-ci bénéfiques aux acheteurs, la prochaine fois catastrophiques pour eux. Il semblait donc raisonnable que l'Équateur profite de ce répit pour développer une agriculture vivrière et pour modifier des habitudes alimentaires qui le libèrent de cette dangereuse dépendance.

Si l'on considère les productions nationales susceptibles de nourrir la population à bas prix, on peut se demander si le riz qui occupe la première place dans l'alimentation, ne pourrait pas distancer davantage encore le blé. Les récoltes de fin 1985 ont été suffisantes pour nourrir la population (HOY, 26 janvier 1986), celles de mai 1986 s'annonçaient excellentes et l'on envisageait l'exportation de 30 000 tonnes de riz (HOY, 29 juin 1986). Ce riz ne pourrait-il pas remplacer une partie des importations de blé pour compléter une production nationale largement insuffisante pour les besoins du pays ?

A première vue, l'extension de la culture du riz, produit essentiellement dans la région côtière de l'Équateur, semble être une solution nationale intéressante au problème de l'alimentation populaire. Le développement du blé dans certaines zones de la Sierra est une autre solution, mais le blé ne peut pas nourrir le plus grand nombre sans subventions. Le maïs, qui est peu consommé dans les milieux populaires citadins, et dont 40 000 tonnes ont été exportées cette année, ne doit pas être négligé. Certes, il coûte plus cher que le riz, mais moins que les pâtes et le pain, malgré la contrainte d'une longue cuisson. Par ailleurs, on a noté qu'il était prudent de mettre en place des politiques de diversification des sources de production alimentaires populaires, pour maintenir une certaine indépendance vis-à-vis de l'étranger, en cas d'à-coups dans la production nationale, de tel ou tel aliment.

## LE JEU DES ACTEURS CONCERNÉS PAR UNE NOUVELLE POLITIQUE DU BLÉ

Un certain nombre d'acteurs réagiraient à cette politique :

— les minotiers, les boulangers qui ont pu développer une industrie florissante depuis une quinzaine d'années, grâce aux importations de blé américain, subventionné par les USA et par l'Équateur ; leur avenir paraît plus difficile sans maintien d'une consommation populaire du blé ;

— les producteurs de blé de la Sierra, qui ont connu une période très difficile depuis 1970 ; leur situation pourrait s'améliorer, s'ils dominaient désormais le marché du blé ;

— les producteurs de maïs répartis sur l'ensemble du pays qui ont pris l'habitude de consommer pratiquement toute leur récolte ; ils devraient, dans ce contexte, vendre plus facilement leur production dans les milieux populaires citadins ;

— les riziculteurs de la Côte qui occupent une place primordiale dans la politique alimentaire équatorienne ; leur rôle devrait encore s'accroître puisque, d'ores et déjà, ils fournissent aux Équatoriens la nourriture de base la moins chère ;

— les consommateurs des milieux populaires dont on peut se demander si les goûts alimentaires ne sont pas plus influencés par les prix que par la nature des aliments ; les habitudes alimentaires prises depuis 15 ans seront-elles aisément réversibles ?

— l'État équatorien enfin, qui pourrait favoriser la diminution des importations de blé en développant des cultures nationales telles que : riz, maïs et

blé, mais aussi pommes de terre, bananes, manioc et haricots; cette politique exigerait le contrôle des prix de ces aliments de base.

Dans la conjoncture actuelle, les récentes orientations libérales de l'Équateur ne suffisent donc pas à déterminer une politique d'indépendance alimentaire par rapport aux USA, en ce qui concerne les importations de blé. Le développement des cultures vivrières indispensable à la réussite de cette politique dépendra des pouvoirs et des influences exercés par tous ces acteurs, dont les poids sociaux et économiques sont bien évidemment très inégaux.

#### BIBLIOGRAPHIE

- BUENO (J.), 1985. — ¿Quienes hacen las harinas?. Impulso 2000 Revista de Apertura Quito n° 3 : 15-17 et n° 5, p. 2.
- CHALMIN (Ph.), GOMBEAUD (J.-L.), 1985. — Les marchés mondiaux en 1984-85. Agriculture, énergie, matières premières, transports. Economica, Paris, 249 p.
- CHIRIBOGA (M.), 1985. — El sistema alimentario ecuatoriano : situación y perspectivas. La cuestión alimentaria n° 9 Ecuador Debate. CAAP. Quito : 35-84.
- COLLIN DELAUAUD (Cl.), 1973. — L'Amérique latine, approche géographique générale et régionale. Coll. Études 142 et 143, Bordas. Paris, tome 1 : 295 p., tome 2 : 443 p.
- ÉRARD (P.), MOUNIER (F.), 1984. — Les marchés de la faim. L'aide alimentaire en questions. La Découverte, Paris, 210 p.
- L'État du monde, 1986. — Annuaire économique et géopolitique mondial, La Découverte, Paris, 640 p.
- FAO, 1981. — Annuaire FAO de la production. Coll. Statistiques n° 40, vol. 35, FAO, Rome, 306 p.
- FAO, 1982. — Annuaire FAO du commerce. Coll. Statistiques n° 49, vol. 36, FAO, Rome, 366 p.
- HOY, 1985, 1986. — Journal quotidien. Quito.
- LAMBERT (D. C.), 1984. — 19 Amériques latines, déclin et décollages. Economica, Paris, 262 p.
- Ministerio de agricultura y ganadería, 1986. — Resultados de la encuesta de trigo y cebada 1986, Quito, 51 p.
- NARANJO (A.), 1984. — El trigo : producción, comercialización, industrialización y consumo. Inédit, Quito.
- NONJON (A.), 1983. — L'insécurité alimentaire mondiale. Coll. Profil, sér. Dossier, Hatier, Paris, 79 p.
- PEETERS (E. G.), 1977. — Le guide de la diététique. Marabout, Verviers, 474 p.
- SZRETTTER (H.), 1982. — Ecuador : la nutrición y la oferta de alimentos básicos. ISS-PREALC, Quito.
- URRIOLA (R.), CUVI (M.), 1986. — La agro-industria alimentaria en el Ecuador en los años 80. ILDIS. CEPLAES. Quito, 172 p.

## Notes

- (1) Selon l'Annuaire FAO du commerce, 1982, p. 115, 265, 333, l'Équateur importait en 1981, pour 170,8 millions de dollars d'aliments et produits agricoles. Seule la valeur des importations de blé (66 millions de dollars) et d'huile de soja (28,8 millions de dollars) dépassait 10 millions de dollars.
- (2) Besoins alimentaires évalués à 2 200 calories en moyenne par personne et par jour dont 380 provenant du blé. Ces calories sont issues d'un éventail de produits choisis pour leur valeur nutritive et leur faible coût.
- (3) Une enquête effectuée par ce même journal, selon les mêmes critères en février 1983, traduisait une situation encore plus difficile. Le salaire minimum officiel était alors de 7 143 sucres par mois y compris les primes (M. CHIRIBOGA, 1985, p. 77) et le coût des dépenses alimentaires normales d'une famille moyenne de 5 personnes était alors à 9 830 sucres (HOY, 16 janvier 1986).
- (4) L'annuaire FAO de la production, 1981, p. 96 indique que pour les années 1970, 1980, 1981, les rendements de blé aux États-Unis étaient de 2 298, 2 249 et 2 321 kg/ha.
- (5) En janvier 1986, le journal HOY calculait que le salaire minimum mensuel atteignait 15 667 sucres pour (selon mes calculs) 162 heures de travail, soit 96,7 sucres de l'heure. En 1986, un producteur de blé pour 8 heures de travail sur son champ ne gagnait que 506 sucres, soit 63,2 sucres de l'heure, c'est-à-dire un tiers de moins que le salaire minimum officiel.
- (6) Il s'agit de « Industrial Molinera » (41,7 % des quotas des importations), de « Molinos del Ecuador » (30,6 % des quotas) et « Ecuatoriana de granos » (27,7 % des quotas), selon A. NARANJO, 1984.
- (7) Avant 1982, ces subventions étaient versées directement (M. CHIRIBOGA, 1985, p. 57).